

Les élections du 4 septembre au Québec : Quelle lecture en faire?

Si je peux faire une lecture des résultats des élections législatives de la province du Québec (4 septembre 2012), j'aurais à faire le constat suivant :



Par Dr. Brahim Benyoucef

Les résultats confirment la victoire de la démocratie, rendue possible grâce à une participation exemplaire, ayant atteint un taux de presque 75%.

Ce taux constitue un bon indicateur de la bonne santé de la démocratie au Québec. Il illustre une réhabilitation de l'importance des élections dans la vie publique.

Il manifeste aussi un réveil citoyen et, une prise de conscience de l'importance d'aller voter, de s'exprimer et d'adhérer à la vie publique; ce qui renforce la responsabilité et la conscience citoyennes.

Ceci a été rendu possible grâce aux appels en faveur du vote massif, émanant en partie des étudiants et des jeunes, en rapport avec le débat enclenché autour de la question des droits de scolarité; et, également par d'autres catégories sociales qui se voyaient pleinement affectées par les discours et la tendance des choses, dont la communauté musulmane stigmatisée encore une fois de plus.

Les résultats illustrent le poids de chaque parti et traduisent la part de satisfaction et d'insatisfaction des citoyens à leurs égards. Chaque parti a eu droit à une part équitable, lui reconnaissant une part de confiance et de fidélité pour ses bons coups, mais aussi lui infligeant une sanction pour ses manques.

Ces résultats marquent un tournant historique qui ne doit pas passer inaperçu, celui du passage pour la première fois au Québec, d'une femme au poste de Premier Ministre. Bravo et félicitations Mme Marois.

Un certain nombre de gestes qui ont suivi ces élections marquent un niveau appréciable d'éthique politique sur fond d'émotions, d'humanisme et de sincérité et, viennent rétablir la confiance et effacer le souvenir des scènes d'agressivité, de chicanes et des manœuvres, ayant dominé la campagne électorale.

Ces gestes sont venus rétablir la crédibilité des leaders politiques et de l'éthique politique en démocratie. De ces gestes : Les messages de félicitations et de reconnaissance mutuelle que les uns adressaient aux autres; les discours des uns et des autres, sur fond d'humilité et de sincérité, affichant beaucoup d'ouverture et une volonté ferme de collaborer, pour le bien du Québec; la démission de M. Jacques Charest de la présidence du PLQ et les hommages rendus par ses adversaires politiques; c'était beau et émouvant à entendre.

Un incident qui ne doit ni entacher la démocratie au Québec, ni perturber la joie de fêter la démocratie a surgi à la fin. Il faut souligner cependant le bon réflexe de tous, aussi bien la classe politique que les journalistes, qui étaient unanimes à considérer l'acte isolé, afin d'éviter toute stigmatisation sociale, éviter de faire supporter à toute une communauté le geste d'un fou et surtout éviter de compromettre l'harmonie qui règne parmi les citoyens.

Il faut souligner à l'occasion que cette approche doit prévaloir dans tous les cas; car malheureusement s'il s'agissait d'un individu qui porte un nom à connotation arabe ou musulmane, personne n'aurait hésité à le qualifier immédiatement d'acte terroriste, faisant supporter immédiatement à toute la communauté, le geste d'un fou; ce qui l'expose à la haine et à la discrimination.

L'heure est à l'œuvre, dans un contexte des plus fragilisés par la situation de l'économie mondiale. Le Québec a besoin de stabilité et de la collaboration de tous, afin de réussir les défis de développement économique, de la réhabilitation de l'éthique, de la promotion de l'environnement et de l'épanouissement social, selon une approche inclusive et constructive.



Dons occultes : les partis politiques ne sont pas impuissants

Le directeur de Projet Montréal, Patrick Cigana, réagit aux allégations de dons occultes à l'endroit des deux autres partis municipaux montréalais. « Il est faux d'affirmer que les partis politiques sont impuissants face à ces stratagèmes. À Projet Montréal, nous avons mis en place des règles de financement très strictes justement pour prévenir ces situations », a-t-il d'entrée de jeu affirmé.

Parmi les mesures mises en place par le parti, on compte l'obligation de publier sur le site internet le nom de tout donateur de plus de 100 \$. De plus, pour tout don de 250 à 1000 \$, le représentant officiel du parti effectue un suivi avec le donateur pour s'assurer qu'il s'agit d'un don désintéressé. Finalement, Projet Montréal ne tient aucune activité de financement dont le coût dépasse 200 \$. « Cela évite qu'une entreprise intéressée remplisse des tablées de 12 000 \$, à 1000 \$ le billet, avec ses employés ou dirigeants », a précisé M. Cigana.

Depuis les tous débuts, Projet Montréal milite pour qu'il y ait moins d'ar-

gent en politique. En 2010, le parti a déposé un mémoire demandant de diminuer la limite de dons permis à 200 \$. Plus récemment, le chef du parti, Richard Bergeron, a demandé à ce que la limite de dépenses permise pour les campagnes électorales ainsi que les allocations de dépenses en recherche et secrétariat soient réduites de façon significative.

« Nous sommes fiers de compter sur un réel financement populaire. Ceux qui contribuent au financement de notre parti sont pour la plupart des membres ou des citoyens qui souhaitent nous soutenir dans nos actions pour faire de Montréal une ville plus durable. Et malgré nos maigres moyens, grâce à une gestion rigoureuse de nos finances, Projet Montréal est en excellente santé financière et n'a aucune dette. Notre parti est donc la preuve qu'il est possible de la politique avec moins d'argent », a conclu le directeur général de Projet Montréal.

Marie-Eve Gagnon (Projet Montréal)

